

#### Avant-propos

Dimanche 13 mai, se tiendront en Belgique des élections législatives anticipées, nouveau rebondissement dans la vie politique belge pour le moins mouvementée de ces dernières années.

De par sa présence à Bruxelles, Euralia est un observateur attentif de cet événement majeur tant pour la vie politique nationale que pour la vie politique européenne, alors que la Belgique s'apprête à prendre, le 1er juillet, la Présidence du Conseil de l'Union européenne. Au-delà des clivages politiques, cette note se veut avant tout pédagogique.

#### La Belgique, un acteur politique complexe



- La Belgique, un acteur politique complexe

- Pourquoi des élections anticipées ?

- Les enjeux des élections fédérales

- Forces en présence : différents partis politiques wallons et flamands

- Quel impact sur la future Présidence belge de l'UE ?

Monarchie constitutionnelle et parlementaire, la Belgique est depuis 1970 un Etat fédéral composé de six entités fédérées :

- 3 Régions : la Région Flamande (environ 6.1 millions d'habitants), la Région Wallonne (environ 3.5 millions d'habitants) et la Région de Bruxelles-Capitale (environ 1.1 million d'habitants) ;
- 3 Communautés : la Communauté Flamande (environ 6 millions d'habitants), la Communauté Française de Belgique (environ 4.2 millions d'habitants) et la Communauté Germanophone (environ 73.000 habitants).

A noter que les territoires de ces entités ne se superposent pas exactement.

La Belgique compte au final 5 Gouvernements fédérés et autant de Parlements, le Gouvernement et le Parlement de la Communauté et de la Région flamande ayant fusionné, auxquels s'ajoutent le Gouvernement et le Parlement fédéraux. Par ailleurs, le fédéralisme belge est bâti sur le concept de l'équipollence des normes, c'est-à-dire que de manière générale, le niveau de pouvoir fédéral n'a aucune

préséance par rapport aux entités fédérées pour ce qui concerne les compétences respectives de chacun des niveaux de pouvoir.

#### Quelle répartition des compétences ?

L'Etat fédéral exerce essentiellement les fonctions régaliennes. Ainsi, les questions relatives aux finances, à l'armée, la justice, la sécurité sociale, les affaires étrangères (bien que des failles existent sur ce dernier point), ainsi qu'une partie importante de la santé publique et des affaires intérieures, sont traitées au niveau fédéral.

Les trois Régions disposent de leur côté d'une autonomie étendue en particulier dans les domaines de l'économie, de l'emploi, de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, des travaux publics, du logement, du tourisme, de l'énergie, de l'environnement, des voies navigables, des eaux et forêts, de la tutelle sur les pouvoirs subordonnés, de la politique familiale, des handicapés, du troisième âge (etc.), de l'aide aux personnes (partiellement), de l'enseignement (bâtiments et transports scolaires) ou du patrimoine.

Enfin, les Communautés disposent de

Région  
Wallonne



compétences plus réduites, mais ont tout de même la charge d'une grande partie de l'enseignement et de la culture.

Région  
Flamande



Une superposition des compétences complexe, donc, et de plus en plus remise en cause à mesure que les antagonismes linguistiques mais aussi

Région  
Bruxelles  
Capitale



idéologiques s'affirment entre néerlandophones et francophones. Ce clivage, a mené à la chute du gouvernement fédéral et à la convocation d'élections législatives anticipées...

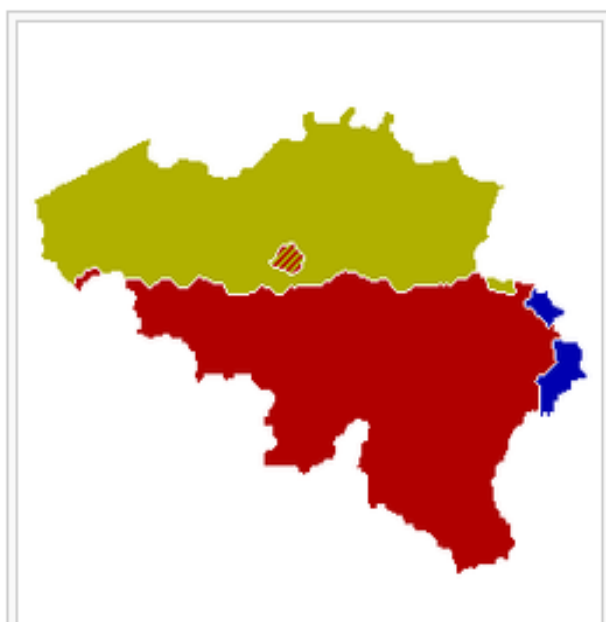
## Pourquoi des élections anticipées ?

Les élections fédérales anticipées qui se dérouleront le 13 juin 2010 pour élire les nouveaux membres de la Chambre des Représentants et du Sénat trouvent leur origine dans un conflit entre communautés linguistiques, qui s'est cristallisé autour du dossier « BHV » depuis bientôt 3 ans. L'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vivorde comprend

les 19 communes de Bruxelles et 35 communes du Brabant flamand qui se situent géographiquement sur le territoire de deux Régions aux régimes linguistiques distincts (Bruxelles-Capitale et Flandre). Pour rappel, ces deux Régions ont un régime linguistique différent : tandis que le néerlandais est la seule langue officielle de la Flandre (avec une tolérance pour

personne à pouvoir s'exprimer et vivre dans sa propre langue. Les « communes à facilité » représentant un compromis entre ces deux visions : elles permettent aux francophones résidant en territoire flamand d'avoir accès à l'administration et à l'appareil judiciaire dans leur langue et de voter pour des candidats francophones aux élections législatives et européennes. Et réciproquement. Cet accord a été remis en cause par les Néerlandophones dans les communes à facilité de l'arrondissement BHV, en réservant par exemple la possibilité d'accéder à des logements et des terrains à bâtir aux Néerlandophones. La scission de BHV que réclament les partis flamands pose la question du tracé des frontières et de la séparation de la Wallonie et de la Flandre, mais surtout de la place de Bruxelles, région-capitale, bilingue et... en territoire flamand.

Le départ fracassant du parti libéral flamand Open VLD du gouvernement le 22 avril en raison de désaccords autour du statut de BHV, ont conduit le Premier Ministre Yves Leterme à donner sa démission au roi Albert II et provoqué des élections anticipées.



Carte des Communautés de Belgique  
Communauté flamande (en jaune)  
Communauté française (en rouge)  
Région Bruxelles-Capitale (où les 2 communautés ont des compétences, striée jaune et rouge)  
Communauté germanophone (en bleu)

Source: Wikipedia

Il faut désormais « *définir ce que Flamands et Francophones veulent encore faire ensemble* » (Didier Reynders, chef du MR, conservateur francophone). Cette phrase résume une élection dont tout l'enjeu se cristallise autour des relations entre les deux communautés linguistiques majeures de Belgique et en premier lieu autour du sort d'une dizaine de milliers de francophones de la périphérie flamande de Bruxelles.

### **La scission de l'arrondissement électoral Bruxelles-Hal-Vilvoorde**

Le dossier BHV constitue donc, (cf. article ci-avant), le principal enjeu des résultats des élections anticipées. Les Flamands ont effectivement toujours conçu les facilités comme transitoires et demandent d'en diminuer la portée, voire de les supprimer. Ce contentieux rejoint celui relatif à la territorialité des compé-

tences communautaires. Les partis flamands sont majoritairement favorables à une scission de l'arrondissement BHV au nom de la défense de la langue flamande, jugée menacée par l'expansion francophone de Bruxelles (la tâche d'huile). Les partis francophones de Wallonie et de Bruxelles, échaudés par plusieurs affaires qui ont conduit à réduire les droits des francophones de Flandre, font bloc pour peser face à ces revendications flamandes. Le dossier Bruxelles Hal Vilvoorde est ainsi le point focal d'une négociation plus large entre francophones et néerlandophone visant à la poursuite de la régionalisation et de la communautarisation des politiques économiques, sociales et culturelles aux dépens des institutions fédérales.

### **La réforme de l'Etat Belge et la poursuite de la défédéralisation**

Economiquement dynamique, la Flandre veut davantage maîtriser

les richesses qu'elle produit. Les partis flamands revendiquent, à des degrés différents selon leur couleur politique, une extension de l'autonomie fiscale de la région flamande, une diminution des transferts financiers entre les Régions, transferts jugés trop favorables à la Wallonie, et l'attribution de nouvelles compétences aux Régions et aux Communautés, notamment en matière d'emploi et de protection sociale.

Le transfert au niveau des Régions de la gestion de la Sécurité Sociale, proposée par les conservateurs et les autonomistes flamands du précédent gouvernement Leterme et refusé par les partis francophones, sera ainsi l'un des points majeurs dans les négociations entre partis francophones et néerlandophones pour former un nouveau gouvernement fédéral à la suite des élections de dimanche.

### **Forces en présence : différents partis politiques francophones et néerlandophones**

La particularité du paysage politique belge se distingue par le fait que tous les grands partis, depuis 1970, date à laquelle la Belgique a initié un mouvement de décentralisation, sont des partis politiques dépendant des communautés linguistiques. C'est la raison pour laquelle on compte des partis politiques flamands et des partis politiques francophones.

La Belgique compte ainsi de nombreux partis, dont onze étaient représentés à la dernière législature de la Chambre des représentants (juin 2007 - mai 2010). Chacune des Communautés linguistiques possède un parti libéral (l'Open-VLD pour la communauté néerlandophone, le MR pour la communauté francophone), un parti socialiste (SP.a/PS), un parti chrétien démocrate (CD&V/CDH) et un parti vert (Groen !/Écolo), aux côtés d'autres formations plus petites, de part et d'autre de l'échiquier politique.

Le CD&V représente la plus grande force politique côté flamand (23 députés à la dernière législature de la Chambre des représentants), avant les libéraux, tandis que le MR (parti libéral) se distingue du côté francophone (23 députés également). Les socialistes disposent d'un fort ancrage en Wallonie, alors qu'ils se situent à la quatrième place du côté flamand.

En Flandre, le paysage politique s'est radicalisé avec l'affirmation des partis nationalistes. En effet, le parti indépendantiste flamand, le Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA), recueille actuellement des scores sans précédent, dans la mesure où il est crédité de 25 % des voix, alors qu'il ne dépassait pas 5% il y a quelque temps, et fait perdre de vitesse le Vlaams Belang, parti ultranationaliste, et troisième parti politique flamand jusqu'en mai 2010. Du côté de l'extrême-droite francophone, le Front National (FN) représente une force marginale, mais toutefois créditée d'un point de plus, à 2,9%, aux prochaines élections du 13 juin prochain.

## Quel impact sur la future Présidence belge de l'UE ?

Si la Belgique n'en est pas à sa première crise politique grave, celle-ci prend place dans un contexte particulier et ne manquera pas d'attirer l'attention du reste de l'Europe, puisque le pays prend la Présidence du Conseil de l'UE dès le 1er juillet. Ce n'est pourtant pas le premier Etat membre qui subit un changement de gouvernement à la veille de tenir la Présidence, ou pendant, mais tout le monde a gardé en tête le « fiasco » de la Présidence tchèque en 2009, alors rongée par des conflits politiques internes, à tel point que le gouvernement avait du confier la gestion de la Présidence à des experts à la fin de sa période d'exercice.

Cette crise belge a d'ores et déjà sérieusement impacté l'image du pays sur la scène européenne et a créé un certain scepticisme parmi les fonctionnaires et décideurs politiques européens sur la capacité de la Belgique à faire progresser les grands dossiers. Par ailleurs, le maillage administratif compliqué du pays pose la question des responsabilités : les informations

ne sont pas encore tout à fait limpides sur les différents ministres (de Flandre, de Wallonie ou de Bruxelles) qui présideront les différentes formations du Conseil.

### Rien de très grave, cependant ?

Le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Olivier Chastel, se veut pourtant rassurant et confiant. Il faut rappeler que les nouvelles règles du Traité de Lisbonne minimisent désormais la portée politique de la Présidence tournante. En effet, le Président du Conseil européen, un Belge en l'occurrence, Herman Van Rompuy, apporte une certaine stabilité aux grandes orientations politiques européennes. Par ailleurs, Yves Leterme, le Premier Ministre démissionnaire, et Olivier Chastel ont déclaré que la Belgique donnerait « *toute liberté de manœuvre aux nouveaux hommes forts de l'UE* », Herman Van Rompuy mais également Catherine Ashton, Haute-représentante de l'Union pour les affaires étrangères, ou encore Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe.

Les tâches de la Présidence belge porteront donc surtout sur l'organisation des Conseils des ministres, en termes de préparation, de logistique et d'agenda. Or, Olivier Chastel rappelle que la préparation de la Présidence avait, fort heureusement, bien avancé au moment où le gouvernement belge est tombé. La préparation est encore en cours et le programme finalisé de la Présidence ne sera pas disponible avant que le 2ème Conseil européen de la Présidence espagnole ne soit passé (17-18 juin). La préparation de la Présidence continue, donc, mais le nouveau gouvernement sera vraisemblablement constitué dans le courant de l'exercice, quelques semaines voire mois après les élections du 13 juin. Malgré ces difficultés, on ne peut que souhaiter la continuité et la cohérence des actions belges pour cette Présidence.

Ce document est le fruit d'un travail collectif.  
Les analyses et les propos repris n'engagent que leurs auteurs.



Conseil en affaires européennes  
Rue du Luxembourg, 19-21  
1000 Bruxelles  
Tél: +32 2 506 88 20  
Fax: +32 2 506 88 25  
Email: [info@euralia.eu](mailto:info@euralia.eu)

### A propos d'Euralia...

La vocation d'Euralia est d'aider les entreprises et associations professionnelles à comprendre l'environnement politique et législatif communautaire pour anticiper les changements et être entendus sur la scène européenne.

Sa notoriété est le fruit du respect d'une stricte déontologie, de la compétence de ses consultants et de la qualité de ses relations avec les institutions communautaires.

Sa clientèle est composée d'entreprises industrielles et de services, d'organisations professionnelles, ainsi que de collectivités territoriales et d'ONG.

Euralia offre une gamme très complète de services personnalisés:

- Veille législative, réglementaire et normative;
- Représentation permanente d'intérêts;
- Communication institutionnelle et relations publiques;
- Identification et montage de projets européens;
- Formation aux affaires européennes

**Visitez notre site Internet!**

[www.euralia.eu](http://www.euralia.eu)